## Coupes forestiÃ"res au lac Kénogami : Les impacts potentiels sur l'eau potable

Dossier de<br/>
de /> la rédaction de H2o January 2022

Combinées aux changements climatiques, les grandes coupes forestiÃ"res au sud du lac Kénogami pourraient nuire, à long terme, à la qualité de l'eau. Une experte dans l'étude des lacs et des riviÃ"res craint les conséquences des coupes forestiÃ"res en bordure de la riviÃ"re Pikauba, le principal affluent du lac Kénogami. Cette réserve d'eau potable abreuve prÃ"s de 120 000 citoyens du Saguenay.

Selon un plan d'aménagement spécial du ministÃ"re des ForÃats, de la Faune et des Parcs (MFFP), un total de 675 000 mà tres cubes de conifà res et de feuillus seront rà coltà s, sur un territoire de plus de 52 kilomà tres carrà s. Le ministà re explique cette intervention, commencée en 2019, par l'urgence de contrer l'épidémie de la tordeuse des bourgeons de l'épinette. Un motif qui étonne Sonja Behmel, PhD limnologiste et professeure associée de l'Université Laval et de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS). La chercheuse estime que la santé de nos plans d'eau subit les contrecoups du grand appétit des exploitants forestiers :Â "Le ministÃ"re des ForÃats, de la Faune et des Parcs justifie des coupes forestiÃ"res pour lutter contre les insectes ravageurs. Mais l'urgence, est-ce qu'elle est pour l'industrie forestiÃ"re qui ne veut pas perdre le bois, ou est-elle vraiment pour toute une for Aat qui est menac A©e?" À Jimmy Bouchard est conseiller municipal à la Ville de Saguenay. Il déplore le laxisme du ministà re de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC), qui n'a rien fait, selon lui, pour empÃacher la mise en œuvre de cette vaste opération forestiÃ"re du MFFP, au sud du lac Kénogami. Ces coupes se déploient à proximité du lac, qui alimente deux prises d'eau potable. Le ministà re des Forà ts, de la Faune et des Parcs rétorque que de manià re générale, il n'a pas Ã obtenir la permission du MELCC afin de procéder aux activités d'aménagement forestier, puisque celles-ci sont encadrées par la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier. L'élu municipal Jimmy Bouchard dit attendre toujours la cr©ation d'une aire prot©gée qui permettrait de bloquer en partie les op©rations forestià res dans ce secteur. Un projet qui est encore à l'étude au ministà re de l'Environnement.

Le Règlement sur l'aménagement durable des forêts du domaine de l'État prévoit qu'une lisière boisée d'une largeur d'au moins 20 mètres soit conservée en bordure d'une tourbière ouverte avec mare, d'un marais, d'un marécage arbustif riverain, d'un lac ou d'un cours d'eau permanent. Mais pour Sonja Behmel, les lisières boisées qu'évoque le ministère ne sont pas toujours imperméables lorsque l'endroit est plus accidenté. Le fort volume de coupes va drainer, selon elle, une quantité importante de matià ¨res organiques vers la rivià ¨re. Dans ces résidus, on trouve des fragments d'arbres et de terre, mais aussi d'autres nutriments et contaminants. Lorsqu'on fait une coupe importante, survient en plus une grande mobilisation de phosphore, d'azote et potentiellement des métaux lourds, précise la limnologiste. Là où cela devient plus préoccupant, c'est lorsque ces résidus atteignent l'usine de traitement d'eau potable. Tous ces composés entrent alors en contact avec des produits chimiques comme le chlore et l'ozone et peuvent produire un cocktail à fort potentiel toxique. Il faudrait que ce soit l'eau notre priorité, et non pas toutes les autres activités économiques, conclut-elle.

Photo André Douillard

Claude Labbé, Pier Gagné -Â Radio-Canada

Â